



## Est-ce qu'ils veulent réellement destituer Trump ?

Par [Philip Girdi](#)

Mondialisation.ca, 19 mai 2017

[The Unz Review](#) 16 mai 2017

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

*Les médias des USA continuent à entonner quotidiennement le chœur de la russophobie, selon le mot du blogueur américain James Howard Kunstler, « [comme une cantate pour kazoo et couvercles de poubelle](#) » pendant que les observateurs de la politique se noient dans les conjectures et les suppositions sur le cours délirant que prennent les événements. Si la thèse de la conspiration destinée à faire tomber Trump développée dans cet article s'avère juste, et si elle réussit (comme le coup d'État parlementaire [a réussi](#) au Brésil en 2016 contre la présidente Dilma Rousseff), c'est catastrophique pour la démocratie, parce qu'en essence, cela signifie qu'en Occident, voter ne sert plus à rien : si le candidat élu ne plaît pas au système, il est destitué. Bienvenue en république bananière. ([Entelekheia](#))*

Le président Donald Trump n'est certes pas renommé pour sa retenue. Son débarquement récent du directeur du FBI James Comey a été mené sans la moindre nuance et a engendré un tir nourri de critiques venant de tout le spectre politique. Et depuis le licenciement abrupt de Comey, les coups de poignard dans le dos ont empiré, et nombre de gens se rangent aujourd'hui à la thèse selon laquelle Trump en voulait à Comey à cause de propos que les deux auraient échangé au cours de rencontres et de dîners passés.

Ce qui a réellement poussé Trump à licencier Comey reste à ce jour un mystère, même si les médias ont été prompts à lier l'affaire à la colère supposée de Trump contre l'enquête qui cherche à établir des liens entre son administration et la Russie, une enquête que Comey supervisait de par son poste de directeur du FBI. Mais l'explication ne semble pas tenir, puisque même un Trump furibard aurait compris que se débarrasser de Comey dans ces conditions ne ferait qu'empirer le problème du Russiagate. Tout le monde soupçonnerait une tentative d'étouffer l'affaire et reviendrait à la charge avec une force décuplée. Ce qui

est précisément le cas. Trump a-t-il été assez idiot pour se tirer une balle dans le pied ? C'est possible, mais improbable.

Ce qui est vrai, toutefois, est que le flot constant d'allusions signifie que l'hystérie anti-russe a monté en puissance, y compris avec des articles totalement saugrenus se demandant si l'entourage du ministre russe Sergueï Lavrov a cherché à introduire clandestinement un appareil d'enregistrement dans la Maison-Blanche, au cours de sa visite.

Et que se passe-t-il s'il y a réellement un complot contre Donald Trump orchestré par les diverses agences de sécurité nationales qui font partie du gouvernement des USA ? Le président se plaint depuis des mois à propos de fuites dommageables organisées par la communauté du renseignement, et de l'indifférence du Congrès à cette dissémination illégale de documents classifiés. Il est très possible que Trump ait réalisé que quelque chose est en train de se passer et que ce quelque chose est un complot pour tenter de le discréditer, et ensuite arriver à le destituer d'une façon ou d'une autre.

Le président Trump a également insisté sur l'aspect faussaire du « truc sur les Russes », une vision que je partage. J'ai récemment donné [ma propre analyse](#) de la possibilité d'une progression d'un coup d'État « en douceur », furtif ou silencieux, appelez ça comme vous voulez, dirigé contre le président et qui, s'il existe, est dirigé par d'anciens membres de haut niveau de la Maison-Blanche d'Obama. De fait, il paraît plausible de suggérer qu'il a été concocté à la Maison-Blanche pendant les mois de transition, avant l'investiture de Trump du 20 janvier. D'autres observateurs suggèrent aujourd'hui que Comey avait pu prendre part à cette conspiration et que son licenciement aurait donc été parfaitement justifié ; il aurait interféré dans le processus électoral, puis aurait pris sur lui d'étendre le rôle de son propre Bureau, ce que Trump a décrit comme « de la prétention ». [1]

Deux observateurs bien informés de la situation se sont récemment joints au débat, le journaliste prix Pulitzer Robert Parry, de Consortiumnews, et l'ancien analyste de haut rang de la CIA Ray McGovern, des VIPS (Veteran Intelligence Professionals for Sanity). McGovern a noté, tout comme moi, qu'un individu est resté bizarrement absent de la liste des anciens officiels appelés à témoigner devant le Sénat. C'est l'ex-directeur de la CIA John Brennan, que nombre considèrent depuis longtemps comme un loyaliste extrémiste d'Obama/Clinton, et qui est aujourd'hui soupçonné d'être au centre des fuites dommageables à l'équipe Trump envoyées à Washington par des services de renseignements amis, notamment les Britanniques.



Ray (photo à droite) [suggère](#) que Brennan, et Comey, peuvent être au centre de la cabale de « l'État profond » composée de la CIA-NSA-FBI qui travaille à discréditer la présidence Trump. Brennan, en particulier, était bien placé pour monter de toutes pièces la narrative sur le « hackers russes » qui a été adoptée d'enthousiasme par le Congrès et les médias, même si aucune preuve ne confirme la validité des accusations. Comme Wikileaks l'a récemment révélé, la CIA a la capacité de

pirater des sites et de laisser des fausses empreintes derrière elle, désignant ainsi de faux coupables. Il ne serait de toutes façons pas difficile d'en conclure que la soi-disant piste qui « remonterait Moscou » pourrait avoir été falsifiée. Quoi qu'il en soit, ces faux renseignements se sont révélés très utiles à ceux qui cherchent à « prouver » que le gouvernement russe a donné la présidence à Donald Trump.

Le 10 mai dernier, Robert Parry s'est demandé si ce à quoi nous assistons est une reprise de [Watergate ou un coup d'État](#) de l'État profond, puis a poursuivi avec un deuxième article, [« The soft coup of Russiagate »](#), le 13. En résumé, il se demande si tout cela n'est qu'une tentative de la Maison-Blanche pour étouffer un scandale, ce qui aurait mené Trump à éjecter Comey tout comme Nixon avait congédié le procureur général Archibald Cox, ou s'il s'agit de quelque chose d'autre, un travail de sape contre un président élu qui n'a commis aucun forfait et ne peut donc pas être destitué.

Parry voit John Brennan de la CIA, le directeur de la Sécurité nationale James Clapper et James Comey, du FBI, comme les trois acteurs principaux de cette stratégie. Le rôle de Comey dans le « coup d'État » a été fondamental puisqu'il a consisté à utiliser son poste pour barrer la route à la fois à Hillary et à Trump, aucun des deux ne satisfaisant aux critères de l'État profond. Le blocage des élections aurait pu réussir, mais le camp républicain l'a saboté en soutenant Trump. S'il avait réussi, Colin Powell aurait obtenu la présidence par défaut.

Oui, la stratégie est bizarre, mais Parry explique très bien le développement du Russiagate et le rôle central des agences de renseignement et de sécurité nationale dans les fuites d'informations classifiées. Et le président Obama en est probablement l'inspirateur, notamment quand il a autorisé *de facto* la distribution d'informations classifiées sur Trump et les Russes par un ordre exécutif. Parry note comme moi qu'à ce jour, aucune preuve d'une quelconque ingérence russe et/ou d'une quelconque collusion de Trump avec les services de renseignement russes n'a pu être fournie. Malgré tout, tous ceux qui sont liés à Trump, même vaguement, et auraient eu des contacts avec des Russes, même lointains, ont été considérés comme des traîtres potentiels. Carter Page, par exemple, a fait l'objet d'une enquête après des suspicions de collusion avec la Russie parce qu'en une occasion, à Moscou, il avait délivré un discours un peu critique envers les interactions de l'Occident avec la Russie après la chute du communisme.

L'opinion de Parry est qu'un consensus grandissant à Washington réunit des libéraux traditionnels, des progressistes, des interventionnistes mondialistes démocrates et des néocons qui pensent tous que Trump doit être destitué à *tout prix*. Les interventionnistes et les néocons en particulier contrôlent la plupart des mécanismes de la politique étrangère des USA, mais ils continuent à voir Trump comme un obstacle possible à leurs plans d'actions agressives contre une liste d'ennemis, en particulier la Russie. Comme ils sont désireux de faire tomber Trump de façon « légale » soit à travers une procédure de destitution, soit via l'article 25 de la Constitution, qui permet la destitution en cas d'incapacité, cela peut être dénommé un coup d'État constitutionnel.

Les motifs concoctés par les anti-Trump sont simples : le président et son équipe se seraient entendus avec les Russes pour fausser le résultat des élections de 2016 en sa faveur, ce qui, si c'était vrai, offrirait un motif de destitution. Les médias font totalement partie de la stratégie, y compris ceux qui se flattent de leur envergure nationale, notamment le *New York Times* et le *Washington Post*.

Que faire ? Pour commencer, jusqu'à ce que Donald Trump ait nettement enfreint une loi, ses critiques feraient bien de prendre un tranquilisant et de se calmer. C'est un président élu, et ses prédécesseurs George W. Bush et Barack Obama ont certainement fait des choses qui, rétrospectivement, ne supporteraient pas l'examen. Des gens comme Ray Mc Govern et Robert Parry doivent être entendus. Ce ne sont certainement pas des amis de la Maison-Blanche et pas non plus, loin de là, des soutiens des pouvoirs en place. Au contraire. Ray a été très critique envers la politique étrangère actuelle, notamment l'expansion de plusieurs guerres, les accusations portées contre la Syrie à propos d'armes chimiques et les frappes de missiles en Syrie. Robert, dans son dernier article, décrit Trump comme un narcissique politiquement incompetent. Mais ils sont tous deux inquiets de la tournure que prennent les événements, une tournure bien plus dangereuse que Trump. Un coup d'État « en douceur » organisé par les agences de renseignement et de sécurité nationale serait bien plus dangereux pour la démocratie que tout ce que Trump peut faire.

Philip Girdali

Article original en anglais :

[Are They Really Out to Get Trump?](#)

Traduction [Entelekheia](#)

[1] NdT : En mars dernier, Bloomberg avait titré « James Comey est désormais l'homme le plus puissant de Washington, et ça n'est pas la faute des Russes. Et ce n'est pas comme ça qu'on gouverne un pays » <https://www.bloomberg.com/view/articles/2017-03-22/comey-is-now-the-most-powerful-person-in-washington>

La source originale de cet article est [The Unz Review](#)

Copyright © [Philip Girdali](#), [The Unz Review](#), 2017

Articles Par : [Philip Girdali](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)